



**La revue pour l'histoire du CNRS**

**14 | 2006**

**Le patrimoine scientifique**

---

## Le Greco « banlieues et changements urbains » (1968-1989) ou la difficulté de l'interdisciplinarité dans la recherche

Virginie Linhart

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/1821>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.1821

ISSN : 1955-2408

### Éditeur

CNRS Éditions

### Édition imprimée

Date de publication : 3 mai 2006

ISBN : 978-2-271-06350-2

ISSN : 1298-9800

### Référence électronique

Virginie Linhart, « Le Greco « banlieues et changements urbains » (1968-1989) ou la difficulté de l'interdisciplinarité dans la recherche », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 14 | 2006, mis en ligne le 03 mai 2008, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/1821> ; DOI : 10.4000/histoire-cnrs.1821

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Comité pour l'histoire du CNRS

---

# Le Greco « banlieues et changements urbains » (1968-1989) ou la difficulté de l'interdisciplinarité dans la recherche

Virginie Linhart

---

- 1 Il s'agit ici de reconstituer l'histoire du Greco<sup>1</sup> « banlieues et changements urbains » (dit Greco 99, puis GDR 99)<sup>2</sup>. Cette unité de recherche coordonnée, fondée par la commission « Architecture, urbanistique, société » du CNRS en janvier 1986, ne fut pas renouvelée à la session d'automne 1989.
- 2 À la recherche d'un fil conducteur permettant de conjuguer la démarche évaluative et celle du chercheur en sociologie politique, nous avons émis trois questions centrales sur le Greco banlieues et changements urbains : Quel fut l'environnement intellectuel et scientifique, voire politique, dans lequel le Greco avait pris forme ? Que dire des conditions effectives de possibilité d'un travail interdisciplinaire sur la ville, postulat à l'origine de la mise en place du Greco ? Comment expliquer la suppression de cet organisme qui, au regard de sa production tout au moins, ne pouvait être accusé d'inertie ?
- 3 Pour répondre à ces interrogations, nous avons mobilisé trois types de matériaux.
  1. Les travaux publiés par la revue *Villes en parallèle*<sup>3</sup> éditée par le Laboratoire de géographie urbaine de Guy Burgel, la structure d'accueil du Greco Banlieues.
  2. Les archives administratives concernant le Greco, qui nous ont été communiquées soit par le CNRS, soit par certains membres du Greco, partie prenante dans le dispositif institutionnel de la structure : on y trouve les rapports d'activité du Greco<sup>4</sup>, les lettres de création et de suppression du Greco<sup>5</sup>, les demandes de financements et les évaluations internes faites au sein du CNRS<sup>6</sup>, ainsi que la demande de renouvellement de l'unité de recherche.

3. Les entretiens menés avec les principaux protagonistes et chercheurs du Greco banlieues, responsables, membres les plus actifs, et représentants des diverses disciplines que souhaitait fédérer le Greco (histoire, géographie, sociologie, urbanisme, ethnologie). Lors de cette enquête de terrain effectuée en 1993, nous avons quasiment rencontré l'ensemble des interlocuteurs avec lesquels nous souhaitions nous entretenir. Ils n'ont été que deux à refuser de nous recevoir, soit pour motif personnel, soit pour raison déontologique. En définitive, onze chercheurs<sup>7</sup>, issus des différents champs disciplinaires, ont eu l'obligeance de nous accorder un moment pour nous livrer le souvenir de leur expérience. Bien sûr, la variété de leurs positionnements a induit une importante multiplicité des analyses. Ainsi, les explications des co-directeurs sur le fonctionnement du Greco ne peuvent être mises sur le même plan que celles des chercheurs qui y ont participé, à titre permanent ou ponctuel. De plus, les statuts et rattachements des personnes qui se sont impliquées dans cet organisme participent des *points de vue et manières de voir* de chacun. Enfin, cette aventure interdisciplinaire a laissé des traces chez nos participants qui appartiennent souvent davantage au registre de l'amertume et de la déception, qu'à des rubriques que l'on aurait pu souhaiter plus optimistes. Les critiques qui s'élèvent sont donc – on l'aura compris – nombreuses, tant sur le mode de fonctionnement du Greco que sur son *leadership*, ce qui pose la question de l'information sans la dénonciation. Cet article évitera toute mise en cause personnelle, pour s'attacher à l'analyse des conditions de possibilité et de réussite d'un projet qui met la question de l'interdisciplinarité au centre de son propos.

- 4 Nous retracerons d'abord la genèse et la création du Greco Banlieues, pour ensuite rendre compte des contradictions liées à l'institutionnalisation de cette structure. Enfin, nous nous interrogerons sur les raisons de la suppression de cette structure.
- 5 Administrativement, la demande de création du Greco banlieues et changements urbains, liée au développement du programme interdisciplinaire de recherche urbaine du CNRS et à la mise en place de la commission « Architecture, urbanistique et société », est adressée au département des sciences de l'homme et de la société du CNRS à l'automne 1985. Rédigée par les professeurs Guy Burgel et Claude Willard, elle développe les arguments suivants : « Reconnue comme scientifiquement viable et intéressante par les commissions des disciplines dominantes au sein de notre groupe : histoire contemporaine, géographie, aménagement, la transformation du groupe Banlieue du Greco 130055 en Greco de recherche urbaine n'est possible que dans le cadre du regroupement des forces interdisciplinaires et des actions de recherche des ministères de tutelle, ce qui explique qu'il demande sa création à la nouvelle commission transversale du CNRS. [...] Le financement par des instances interdisciplinaires des opérations de recherche nouvelle définies par les membres du futur réseau permettra aux équipes participantes de fournir l'effort de redéfinition et de coopération nécessaire pour que naisse une dynamique commune. L'objectif du Greco banlieues est en effet de recomposer sur le long terme les mécanismes d'évolution et de différenciation urbaines qui permettent de rendre compte dans sa globalité et sa complexité du concept de banlieue. C'est en cela que le projet a pu attirer l'intérêt des responsables des programmes interdisciplinaires de recherche urbaine et des organismes gestionnaires et décisionnels qui y collaborent. Nous souhaitons, en déposant cette demande, participer à l'effort de renouvellement interdisciplinaire de la recherche urbaine, et nous placer dans les conditions d'encadrement et de contrôle scientifique les meilleures pour assurer la réussite d'un travail déjà avancé et qui mobilise les forces d'un nombre croissant de spécialistes de disciplines, de régions, et même de pays différents autour d'un champ où se posent à la fois des problèmes de définition théorique, de réorganisation urbanistique et sociale, de

développement économique et culturel, et qui constitue un champ privilégié pour l'étude des logiques de formation et de différenciation des espaces et des sociétés. »

- 6 Si nous avons cité ce texte quasiment *in extenso*, c'est parce qu'il concentre l'ensemble des « mots-clefs » qui caractérisent les enjeux qui se nouent autour de la création du Greco 99.
- 7 En effet, il est question dans cette déclaration de principe d'interdisciplinarité, de mise en perspective du concept de banlieue, de collaboration entre chercheurs et praticiens, décideurs et gestionnaires et de mobilisation des différentes recherches effectuées en France, mais également à l'étranger, autour de l'étude des « logiques de formation et de différenciation des espaces et des sociétés »<sup>8</sup>.
- 8 Mais quelle efficacité accorder à ce projet, autour duquel se sont réunis les principaux acteurs issus d'horizons professionnels divers qui ont participé au Greco 99 ?
- 9 D'abord simple secteur du Greco 130055 « travail et travailleurs », le groupe Banlieue a progressivement élargi son champ d'étude et sa problématique de la banlieue ouvrière à l'ensemble des périphéries urbaines. À l'automne 1985, le projet scientifique d'élargissement du groupe Banlieue du Greco 130055 en Greco autonome de recherche urbaine est approuvé par les sections du Comité national des deux disciplines dominantes dans les formations intéressées : histoire contemporaine et géographie et aménagement, en attendant la présentation devant la nouvelle commission de recherche urbaine (n° 49).
- 10 Ainsi, le Greco Banlieues trouve sa source dans la constitution et le développement d'un groupe Banlieue au sein du Greco 55, créé en 1980 et dirigé par Madeleine Rebérioux et Antoine Prost. Centré sur l'histoire sociale et économique, ce groupe est au départ exclusivement composé d'historiens qui, à partir du thème « travail et travailleurs en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », en viennent à poser la question de l'espace, donc de la banlieue ouvrière. C'est autour de Claude Willard, professeur d'histoire à Paris VIII, animant un cycle de formation intitulé « connaissance des banlieues », que se réunissent certains historiens du Centre Malher dont l'objet de recherche est la banlieue ouvrière. « Une partie de l'origine du Greco se situe dans cette maison, le Centre d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme, où se regroupaient nombre d'historiens issus du Centre d'histoire du syndicalisme dirigé par messieurs Droz et Maïtron, se rappelle Annie Fourcaut. Ces gens-là travaillaient sur le monde ouvrier, notamment sur l'histoire de l'implantation des partis ouvriers, avec pour site privilégié d'étude, la banlieue. Ce petit « groupe banlieue » informel réunissait Jean Maïtron, Claude Penner, Jacques Girault, Claude Willard, Jean-Paul Brunet, Madeleine Rebérioux et moi-même parce que nous travaillions sur les mêmes espaces (la banlieue parisienne) et avions des problématiques proches. Nous étions tous historiens, ce qui est logique puisque cette maison n'abrite que des historiens. »<sup>9</sup>
- 11 Dès le début de l'année 1983, le groupe Banlieue du Greco 55 projette l'organisation d'une journée sur la banlieue parisienne (politique et société dans l'agglomération parisienne ; urbanisme, logement et cadre de vie ; spécificités culturelles ; industrialisation-désindustrialisation aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) au Centre Malher en janvier 1984. Rapidement, le groupe s'étoffe et attire des chercheurs d'autres disciplines, notamment les géographes, les sociologues, les urbanistes... Les initiatives se multiplient, dont l'une des plus remarquées, est la mise en place d'un projet de guide de recherche sur la banlieue parisienne<sup>10</sup>.

- 12 Très vite, le problème de la définition du statut du groupe Banlieue devient récurrent. Une lettre de Claude Willard, datée du 20 avril 1984, officialise la question : « Le groupe Banlieue, par la logique même de son développement, l'élargissement de sa problématique, est amené à se constituer en groupement de recherche autonome. Il y a d'ailleurs été invité par la direction du Greco « travail et travailleurs », dont il fait toujours partie, et y est encouragé par la direction scientifique du CNRS. Pour constituer le dossier (à déposer avant le 15 juin), nous nous réunirons le lundi 14 mai 1984, à 14 heures au centre Malher, pour définir ensemble les grands axes de recherches de notre futur Greco. Nous comptons sur votre aide active pour susciter une dynamique commune de renouvellement des recherches urbaines. »
- 13 Indéniablement, la décennie des années 1980 est le moment de la prise de conscience des difficultés de certaines banlieues révélées symboliquement par ces spectaculaires « rodéos » de voitures volées conduites par des jeunes de la cité des Minguettes au cours de l'été 1981. Or, si la recherche urbaine, notamment contractuelle, avait mené nombre de travaux sur les grands ensembles et sur les conséquences du développement d'une civilisation urbaine dans les années 1970, le début des années 1980 est davantage marqué par un renouvellement de l'approche des pouvoirs publics sur la question des banlieues que par la mise en place de grands programmes de recherche pluridisciplinaire sur ces problèmes.
- 14 Dès lors, on peut s'interroger sur la décision de création d'un Greco autonome, destiné à donner davantage d'ampleur à un groupe Banlieues qui, aux dires de ses participants, fonctionnait à merveille : cette initiative est-elle interne ou externe au groupe ? En d'autres termes, la mise en place d'un Greco autonome de recherche urbaine peut-elle s'expliquer par la « pression sociale » (les instances dirigeantes du CNRS), désireuses de développer un véritable programme de recherche interdisciplinaire au regard de ce qui se joue sur la scène institutionnelle au sujet des banlieues ? Ou bien, est-elle le fruit de la volonté de chercheurs conscients des perspectives en ce domaine et de l'intérêt qu'ils suscitent au sein de la communauté scientifique ? Sur ces questions, les réponses divergent au gré des rattachements administratifs des personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenues. De façon un peu schématique, on remarquera que deux thèses s'opposent :
- Celle de « la récupération » : « Le Greco est né alors qu'on était en cours de rédaction du guide sur la banlieue. Toute la dynamique institutionnelle nous a échappé, mais je sais que le guide était l'un des points forts dans le projet du Greco, l'une des raisons pour lesquelles il a été bien accepté par les commissions. On est passé naturellement du Greco 55 au Greco 99 car on faisait partie intégrante du projet »<sup>11</sup> ;
  - Celle de « la commande institutionnelle » : « En 1982, j'avais organisé une table ronde sur l'histoire des politiques urbaines françaises, rassemblant diverses disciplines dans ce domaine. Lorsque, fin 1983, Antoine Haumont a été nommé conseiller pour la mise en place de la grande structure transversale « Architecture, urbanistique et société » qui devait permettre aux architectes et urbanistes d'accéder à la reconnaissance institutionnelle au sein du CNRS, il m'a fait part de ses difficultés à présenter un projet qui soit réellement interdisciplinaire sur le thème urbain. Je me suis alors mise en quête de personnes qui travaillaient sur ces problèmes dans ce type de perspectives. J'ai rencontré Claude Willard qui animait le cycle « Connaissance des banlieues » et avait, au Greco 55, un petit groupe de réflexion sur l'histoire des banlieues. J'ai assisté à l'une des réunions du groupe Banlieues, et j'ai pensé qu'il y avait là un noyau formidable pour monter cette structure administrative »<sup>12</sup>.

Néanmoins, comme on peut le relever dans un autre témoignage, l'autonomisation du groupe Banlieue ne s'impose pas d'elle-même. « La demande sociale était considérable : il y avait un vrai besoin de rencontres pour théoriser et confronter les expériences disparates vécues par chacun sur le terrain ou dans son labo de recherche ; il y avait une véritable soif des sciences humaines dans ce domaine. Les choses ont été vite, peut-être un peu trop... Après les historiens, on a vu arriver des géographes qui proposaient des travaux sur la désindustrialisation et les friches industrielles, des sociologues qui voulaient croiser les analyses « macro » avec des recherches « micro ». L'idée a alors émergé, notamment défendue par Marie-Geneviève Dezès, de l'autonomisation du groupe Banlieue : « On est un peu à l'étroit dans le Greco 55, nos projets de recherche méritent à eux seuls un Greco ». Au sein du groupe, les réactions étaient diversifiées. Je n'étais personnellement pas favorable à cette émancipation parce que je concevais le travail sur la banlieue à travers l'étude du monde populaire, la constitution de la banlieue rouge. Trop élargir le domaine me paraissait dangereux. En outre, je m'étais investi dans ce groupe-là, je préférais qu'il reste dans le labo auquel j'appartenais. Madeleine Rebérioux a pourtant accepté cette idée, un peu à contrecœur me semble-t-il : cela privait le Greco 55 d'une originalité, une recherche à la fois sur les branches professionnelles, mais aussi sur les espaces... Mais elle ne voyait pas ce qui l'autorisait à s'opposer à une telle initiative »<sup>13</sup>.

- 15 La genèse du Greco 99 trouve ainsi sa source dans une triple conjoncture. La première met en présence un nombre croissant de chercheurs, d'enseignants et de praticiens<sup>14</sup>, intéressés par des travaux sur la banlieue privilégiant la dimension spatiale, par opposition au Greco 55 qui développait traditionnellement des études par branches professionnelles. La deuxième est liée à l'absence de structure au sein du CNRS mettant en œuvre les principes d'interdisciplinarité dans le domaine urbain. La troisième, enfin, est la possibilité de trouver un lieu d'accueil doublé d'une perspective de publications régulières. « Nous étions de plus en plus nombreux aux réunions, la réflexion progressait, de nombreux projets commençaient à émerger. En revanche, nous n'avancions pas sur le plan de la dynamique administrative ; or, nous rencontrions un certain nombre de difficultés techniques, notamment sur les questions d'infrastructure d'accueil et de financements. J'avais déjà eu l'occasion de rencontrer Guy Burgel au cours de la table ronde que j'avais organisée quelques années auparavant sur les changements urbains intervenus dans les périphéries. Je l'ai fait venir aux réunions du groupe Banlieue, il s'est montré très enthousiaste. Nous avons eu une réunion avec Antoine Haumont pour lui exposer les perspectives de recherche qui se mettaient en place : il nous a affirmé son soutien, à condition que l'on parvienne à se structurer. C'est alors que Guy Burgel a fait des propositions concrètes, en proposant notamment de publier les actes des colloques qui auraient lieu dans sa revue *Villes en parallèle*, mais également en mettant à notre disposition des salles de réunion dans son laboratoire de géographie urbaine à Nanterre. Dès lors, le groupe Banlieue s'institutionnalisait, à telle enseigne que j'ai été détachée au groupe Banlieue du Greco 55. Il ne nous restait plus qu'à nous faire reconnaître au niveau du CNRS pour recevoir les financements que devrait dispenser aux travaux interdisciplinaires la commission transversale "architecture, urbanistique et société" »<sup>15</sup>.
- 16 En 1984, Claude Willard propose à Guy Burgel de prendre conjointement en charge la direction du réseau. Il entérine ainsi la vocation interdisciplinaire du futur Greco banlieues et changements urbains.
- 17 Tels qu'ils sont présentés dans le programme de travail à la commission 49 du Comité national lors de la session de l'automne 1985, les grands thèmes de recherche du futur Greco 99 peuvent être regroupés de la façon suivante :

1. Formation et évolution des banlieues (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) ;
  2. Mutations technologiques, économiques, sociales, urbanistiques et leurs conséquences spécifiques sur les communes de banlieue ;
  3. Politiques et acteurs urbains dans les banlieues.
- 18 Mais l'objectif d'un Greco est également la mise en œuvre d'un réseau, destiné à accroître l'efficacité de la recherche des équipes et des spécialistes par l'organisation d'une coordination, l'apport de facilités d'accès à l'information et (dans le cas d'un Greco Banlieues) la participation à des actions nouvelles d'intervention dans le processus d'analyse et d'aménagement des villes. Deux axes principaux orientent la mise au point des concepts, à partir de la synthèse de travaux existants, de la vérification d'hypothèses en cours d'élaboration et des modalités nouvelles d'exercice de la recherche :
- La précision et l'enrichissement d'une série de concepts et de thèmes : les concepts de contiguïté, de continuité, de rupture dans le développement urbain étaient choisis en tant qu'objets d'une confrontation interdisciplinaire ; le concept de dépendance associée à la définition de la banlieue et de l'espace périphérique devait être précisé et relativisé (question de la centralité urbaine) ; la ségrégation sociale pourrait être appréhendée du point de vue de son organisation spatiale (lotissements, grands ensembles, zones à urbaniser en priorité (Zup), villes nouvelles...) liée à des politiques de logement et aux interventions d'acteurs institutionnels...
  - La mise en place de nouvelles formes de coopération institutionnelle : afin de répondre plus efficacement aux problèmes des populations et des responsables chargés d'aménager les espaces périurbains et les banlieues traditionnelles, en prenant en compte les objectifs fondamentaux de la recherche, les chercheurs sont amenés à réfléchir à de nouveaux modèles de participation avec les partenaires institutionnels venus des services ministériels, de l'aménagement, de la gestion urbaine.
- 19 Cette mise en commun des interrogations, des informations et des résultats connaissait sa première formalisation dans l'association mixte de formation de recherche et de collectivités locales pour la promotion d'études urbaines localisées.
- 20 À cet égard, le Greco Banlieues soulignait qu'au-delà d'une diversification des sources de financement, on percevait l'affirmation nouvelle d'une fonction sociale que les chercheurs participants revendiquaient.
- 21 Le 13 mai 1986, une lettre de la section 49 du Comité national informe Guy Burgel et Claude Willard que les instances compétentes du CNRS accordent le statut de Groupement de recherche coordonnée (Greco), pour une période de quatre ans, à l'unité de recherche qu'ils dirigent, intitulée « banlieues et changements urbains ». Une deuxième lettre, datée du 30 mai 1986, les désigne comme responsables de ce groupement de recherche coordonnée.
- 22 À cette date, les équipes constituant le groupement de recherche sont les suivantes :
- Centre de documentation d'histoire des techniques (Cnam, Claudine Fontanon) ;
  - Laboratoire de recherche sur les espaces banlieues (Paris VIII, Raymond Guglielmo) ;
  - Travail et travailleurs aux xix<sup>e</sup> et xx<sup>e</sup> siècles, Greco 55 (Centre Malher, Marie-Geneviève Dezès) ;
  - Laboratoire de géographie humaine (UA 142, Yvan Chauvire et Jeanine Cohen) ;
  - Équipe de géographie sociale et gérontologie (ER 251, Catherine Rhein) ;
  - Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise (UA 223, Philippe Videlier) ;
  - Institut de recherches et d'études sociologiques et ethnologiques (université de Lyon II, Yves Grafmeyer) ;

- Équipe d'études des sociétés contemporaines (université d'Orléans, Jean-Paul Brunet) ;
  - Laboratoire de géographie urbaine (Paris X, Guy Burgel) ;
  - Centre de recherches interdisciplinaires sur les transformations sociales (Crit, Michel Imbert) ;
  - Centre d'études et de recherches sur la ville et l'espace (Cereve, Pierre-Henri Derycke) ;
  - Centre d'histoire de la France contemporaine (Paris X, Philippe Vigier) ;
  - Centre d'histoire et de recherches sur les mouvements sociaux et le syndicalisme (Paris I, Annie Fourcaut).
- 23 Le Greco 99 est donc administrativement créé. Reste à se demander s'il va parvenir à honorer ses objectifs thématiques initiaux... L'institutionnalisation de ce groupement de chercheurs a-t-elle favorisé la mise en place d'un réseau dans le champ urbain ?
- 24 De l'aveu même du co-directeur du Greco 99, Guy Burgel, il y a dès le départ, une divergence sur la fonction du groupement de recherche : « Est-ce un laboratoire de recherche sur un thème qui exige une problématique explicite et une production régulière ? Ou un réseau de chercheurs, d'équipes, dont la production pourrait être quasiment nulle à l'exception de la publication d'un annuaire, de bulletins d'information qui diraient : ici on travaille sur ceci, à Lyon sur cela... ? Ma conviction personnelle penchait vers le laboratoire associé, fonctionnant avec les apports extérieurs de plusieurs universités. Le réseau n'est jamais qu'un organigramme très détaillé et l'on n'avait pas les moyens techniques d'en assurer l'existence : nous n'avons obtenu une secrétaire qu'au bout d'un an et demi d'existence. Par conséquent, il ne me semble pas que ce soit l'interdisciplinarité qui ait fait problème, mais plutôt que l'on n'ait pas su, pas pu, ou pas voulu choisir entre un Greco type labo ou un Greco type réseau. Et l'on a tenu un peu des deux. On a eu une activité à l'image de cette ambiguïté, avec l'organisation de journées thématiques dont les thèmes étaient suffisamment porteurs pour réunir un grand nombre de participants (fonction réseau), mais également suffisamment problématiques pour faire des publications annuelles (fonction labo). »<sup>16</sup>
- 25 Cette indétermination originelle semble avoir largement participé aux difficultés rencontrées par le Greco sur la question de l'interdisciplinarité. En outre, par manque de moyens, matériels et financiers, le Greco ne peut se constituer en « vrai laboratoire interdisciplinaire » : « J'avais conscience que pour l'option Greco laboratoire, vers lequel penchaient mes goûts, les gens n'étaient regroupés ni spatialement, ni temporellement. Si on ne voulait pas que cela se casse la figure, il fallait quand même trouver un dénominateur commun à ces gens-là, qui les fasse travailler, plancher sur une question. Assez naturellement, les gens se sont déterminés en fonction des travaux engagés. »<sup>17</sup>
- 26 De fait, les chercheurs qui avaient débuté des recherches au sein du groupe Banlieue, les poursuivent dans le Greco 99 : le guide sur la banlieue parisienne, la bibliographie sur le même thème, la journée sur la culture en banlieue relèvent de cette logique qui voit les projets mis en chantier avant la naissance du Greco Banlieues et changements urbains s'achever sous son égide. Mais tout se passe comme si l'autonomisation du Greco 99, tant attendue et convoitée, permet de concrétiser les projets élaborés par les membres des équipes participantes au groupe Banlieue du Centre Malher, sans laisser de place à un véritable renouvellement d'autres approches interdisciplinaires dans le domaine urbain.
- 27 Alors, en dépit de l'apparente continuité, des ruptures se dessinent dès l'institutionnalisation du groupe de recherche coordonné. Ainsi les projets sont menés sans s'inscrire automatiquement dans une unité fédérée par le nouveau groupement. La

journée sur la culture en banlieue, prévue dès l'origine du groupe Banlieue en 1983, se tiendra d'ailleurs au Centre Malher en novembre 1986, s'organisant de façon parallèle à la mise en place du nouveau Greco : « Pour cette journée, les participants étaient chevronnés, ils se sont pris en main, ils avaient déjà constitué leur réseau et ont organisé la journée d'études de façon autonome<sup>18</sup>. » On aurait pu s'attendre à ce que le bilan positif de cette journée se traduise par un investissement des chercheurs du centre Malher sur des projets plus directement impulsés par le Greco 99. Il n'en a rien été, comme s'il n'existait pas de relais entre la structure disparue du groupe Banlieue et la structure émergente du Greco : « Pendant la rédaction du guide sur la banlieue, nous n'avons jamais eu de réunion avec la direction du Greco à Nanterre pour faire le point. Lorsqu'il a été achevé, on ne nous a pas relancés. Je n'ai pas le souvenir d'assemblées générales avec des projets porteurs ; de notre côté, nous n'avons pas fait de propositions. »<sup>19</sup>

- 28 Dans les faits, on observe rapidement une dilution de l'esprit pour ne pas dire une disparition des personnes à l'origine du projet intellectuel du Greco 99. La question de la localisation du groupement de recherche joue à ce titre un rôle majeur. Les locaux qui abritent la nouvelle unité de recherche sont ceux du laboratoire de géographie urbaine de Paris X à Nanterre, dirigé par Guy Burgel. Cette « délocalisation » semble avoir eu un poids déterminant dans l'évolution qu'a connue le Greco. Claude Willard, animateur du groupe Banlieue du Greco 55, paraît se retirer progressivement, une fois l'autonomie acquise, de la nouvelle structure dont il est pourtant le co-directeur : « On s'est déplacé à Nanterre, ce qui impliquait automatiquement que Guy Burgel joue un rôle plus quotidien que moi ; en outre, je prenais ma retraite à la fin 1989, j'avais donc annoncé que même si le Greco était renouvelé après ses quatre années d'existence, je ne le dirigerais pas à nouveau. »<sup>20</sup> Marie-Geneviève Dezès, « cheville ouvrière » du montage institutionnel du Greco 99, souligne également le problème de la localisation « nanterroise » et le centralisme dont elle fait l'objet : « à partir de l'installation dans les locaux de géographie urbaine, Claude Willard et moi-même avons complètement perdu le contrôle de ce qui se passait. Nous n'avions plus le courrier, nous ne parvenions pas à bien comprendre comment cela fonctionnait, nous ne pouvions plus promouvoir quoi que ce soit. »<sup>21</sup>
- 29 On assiste par conséquent à un effacement progressif de deux des fondateurs du Greco 99, représentant chacun l'une des branches disciplinaires motrices du réseau : l'histoire (Claude Willard) et la sociologie (Marie-Geneviève Dezès). Pour finir, on soulignera que la difficulté originelle à opter soit pour un Greco laboratoire, soit pour un Greco réseau, a été renforcée dans ce cas par l'accueil du Greco 99 au sein du Laboratoire de géographie urbaine : « Le fait de se trouver dans les locaux du laboratoire de géographie urbaine a donné petit à petit l'impression que le Greco n'était qu'une annexe du labo. Un Greco, c'est une réunion d'équipes, la collégialité et la pluralité des courants sont nécessaires. Dans le Greco 55, nous avions cette indépendance par rapport au Centre Malher que nous n'avons pas su recréer pour le Greco 99, installé dans le labo de géographie urbaine. »<sup>22</sup>
- 30 Dès lors que la direction pluridisciplinaire apparaît gravement entamée, il est nécessaire de s'interroger sur la façon dont la production scientifique, liée à l'institutionnalisation du réseau, s'organise. Notre enquête, comme la lecture des publications du Greco 99, nous a conduit à émettre une hypothèse qui peut sembler paradoxale : à partir du moment où le Greco 99 est enfin institutionnalisé, il produit, certes, mais paraît perdre son identité...
- 31 À travers l'aventure du Greco 99, ce sont les conditions de possibilité de l'interdisciplinarité qui doivent être posées. Au début des années 1980, le groupe Banlieue surprend en parvenant à jouer sur une certaine pluridisciplinarité : « L'idée était donc

d'avoir un groupe de travail autour de la banlieue qui réunirait assez largement des chercheurs CNRS, des universitaires, des architectes, des conseillers de municipalité. C'était en 1982-1983, les gens sont tout de suite venus en nombre assez important. À la première journée organisée par le groupe sur la banlieue, la vraie surprise fut le monde qui s'y pressait. »<sup>23</sup>

- 32 La pluridisciplinarité, fondement de l'attrait du groupe Banlieue, devait être relayée par la mise en pratique de l'interdisciplinarité sous l'égide du Greco 99, comme l'annonçait son programme de travail. Or il s'avère rapidement que cette exigence méthodologique relève d'une gageure que l'institutionnalisation du Greco n'a pas permis de relever. « Il est difficile de parler d'interdisciplinarité pour les travaux du Greco. Je parlerais plus volontiers de pluridisciplinarité qui indique la juxtaposition de plusieurs disciplines sur un même thème et un même lieu. Pour l'interdisciplinarité, il aurait fallu plus de temps et plus de connaissances communes. »<sup>24</sup>
- 33 La difficulté de mettre en œuvre le postulat interdisciplinaire s'observe, cette fois encore, par l'évolution des travaux entamés par le groupe Banlieue, et achevés sous l'enseigne du Greco 99. Ainsi, les historiens à l'origine du groupe Banlieue du Greco 55, et rattachés au centre Malher, continuent de s'y retrouver pour élaborer le projet du guide de la banlieue et de la bibliographie commentée sur la banlieue. « De fait, le groupe Banlieue des historiens ne s'est transféré que partiellement du Greco 55 au Greco 99. Certains, comme moi, ont gardé un pied dans chacun : le Greco 55 conservait les secteurs d'histoire sociale que le Greco banlieue ne couvrait pas. Comme l'équipe des historiens était un peu à la charnière des deux Greco et que l'une des missions prioritaires du nouveau Greco était l'élaboration d'instruments de travail que nous avions déjà entamée au Centre Malher, nous avons continué de nous y réunir. Le guide sur la banlieue a bien fonctionné parce que les gens avaient l'habitude de travailler ensemble et partageaient pour la plupart les mêmes problématiques. Il y avait des liens de proximité, pas de patrons, ni de mandarins. Il n'y a pas eu d'écriture collective, mais par contre une vraie définition collective de ce que serait le travail. J'en garde un souvenir assez positif qui s'explique, je crois, par le fait que les noyaux qui ont formé l'équipe préexistaient au projet. La preuve de cette position charnière, c'est que le guide a été estampillé Greco 55 et Greco 99 et a bénéficié d'une double préface : l'une était rédigée par Antoine Prost, l'autre par Guy Burgel. »<sup>25</sup>
- 34 Par la force des choses, les chercheurs participant au guide, issus d'horizons disciplinaires différents (sociologues, géographes), continuent donc de retrouver les historiens au centre Malher. Ils n'ont pas toujours la disponibilité requise pour assister de surcroît aux réunions « nanterroises » du nouveau Greco 99 et perdent ainsi de vue la dynamique qui avait conduit à la création de l'unité de recherche coordonnée. « Lorsque les choses ont été localisées à Nanterre, les ponts ont été coupés avec la rue Malher. Dans la pratique, le labo de Nanterre avait sa vie propre, ses moyens, sa revue... Le GDR est un réseau, chacun doit y trouver sa place. Avec un labo, qui a déjà une activité routinière, un directeur qui a une forte personnalité, ça ne simplifie pas les choses. Une fois le guide publié, on n'a plus eu l'occasion de se réunir pour le Greco. »<sup>26</sup>
- 35 Ainsi, la localisation du Greco 99 au sein du laboratoire de géographie urbaine semble avoir, dès l'origine, entamé gravement la vocation interdisciplinaire du réseau. Pour les historiens, elle est le signe d'un « déplacement fort vers la géographie<sup>27</sup> », d'un « impérialisme de fait de la géographie lié à la localisation dans un labo de géographie, aux publications dans une revue de géographie, commode mais envahissant<sup>28</sup> ». Elle ne satisfait pas non plus les géographes qui se heurtent aux exigences de l'interdisciplinarité

et ne se reconnaissent pas forcément dans la teneur des projets lancés au sein du nouveau groupement de recherche. « À l'occasion du travail sur le guide, on s'est rendu compte de la difficulté de travailler en interdisciplinaire parce que, en particulier chez les historiens, il y a quand même l'idée forte que c'est eux qui savent, ils s'ouvrent moins que les sociologues et les géographes aux méthodes, aux problématiques, aux démarches des disciplines voisines. On n'a pas eu le temps de travailler vraiment de façon interdisciplinaire, chacun a rédigé son papier dans son coin, selon sa méthode. On a été assez gêné dans les exposés de la place à donner aux méthodes d'approche. En fait, elle est trop petite. Pour les géographes, ça a pas mal d'importance, pour les historiens, c'est implicite. Pour finir, je me souviens d'un travail sur les recensements de la banlieue ouest depuis 1954 qui m'avait mise en fureur. Toutes les données que l'on possédait déjà avaient été ressaisies sur un logiciel qui n'était pas du tout adapté à ce mode de traitement ; de mon point de vue de géographe, elles étaient organisées de façon baroque et archaïque. Je ne comprenais pas pourquoi personne ne nous avait ni consulté, ni informé. Ce type d'incident était très typique du mode de fonctionnement du Greco. »<sup>29</sup>

- 36 Dès son origine, le Greco 99 doit lever une hypothèque : sera-t-il capable de rassembler et de fédérer les équipes de province, bien que sa genèse soit largement parisienne ? Comment parvenir à mobiliser davantage de personnes au sein des laboratoires alors que leur participation n'est souvent le fait que d'un individu, au moment de la demande d'institutionnalisation ? Quelle stratégie comptent adopter les responsables du Greco pour parvenir à élargir leur base comparative à l'ensemble de la France ?...
- 37 Le 25 janvier 1988, le rapporteur émet un avis favorable à la poursuite du Greco banlieues et changements urbains, notant que le rapport d'activité 1986-1987 (paru en juin 1987) présente « en un bref délai une belle densité de réalisations, produites sous l'élan mis en œuvre dès avant 1985 ». Selon le rapport, l'infrastructure de l'unité de recherche coordonnée est ainsi composée :
- Une cellule centrale, localisée à l'université de Paris X Nanterre (Guy Burgel, Claude Willard, Marie-Geneviève Dezès et une secrétaire vacataire) ;
  - un comité de direction, présidé par Marcel Roncayolo, et comprenant 17 membres universitaires français et étrangers, spécialistes de la péri-urbanisation ou responsables de collectivités locales ou d'aménagement (mission Banlieues 89, Association des maires des villes de banlieue des grandes villes de province présidée par Jacques Floch) ;
  - 34 équipes parisiennes participent au Greco, soit dès l'origine, soit depuis, par des co-productions scientifiques, ainsi que 14 équipes de province ;
  - la liste des membres inscrits au réseau Greco atteint le nombre de 95 pour la région parisienne, de 25 en province, auxquels s'ajoutent 10 séries de correspondants institutionnels qui, sans travailler directement au Greco, lui fournissent ou lui demandent de l'information.
- 38 Ainsi dressée, la liste des correspondants et des équipes travaillant ou échangeant avec le Greco 99 donne l'assurance du développement de sa vocation de réseau et de son succès à rallier les collaborations de province.
- 39 Plusieurs indications ou témoignages viennent cependant troubler cette image de Greco « rassembleur » : « On n'a jamais vu les gens de l'équipe de Lyon, ni ceux de Toulouse ou de Bordeaux... Tout ça restait très parisien, entre l'absence de province et les tensions incessantes entre les « Nanterrois » et les originaires du Centre Malher... »<sup>30</sup>. Quant au principal responsable du Greco 99, il divise en trois cercles les participants, ou membres du réseau : « Qui travaillaient vraiment ? 4 à 5 personnes donnant entre 20 % et un tiers de leur activité. Le deuxième cercle était constitué de ceux qui publiaient chaque année

avec nous, c'est-à-dire 25 à 30 personnes. Le troisième cercle était constitué de nos correspondants, environ 250 personnes. »<sup>31</sup>

- 40 Il n'est pas anecdotique de souligner que la constitution de bases documentaires multiples sur les banlieues se concentre exclusivement sur les banlieues parisiennes, qui ont un intérêt réel, mais témoignent du fait qu'au sein du Greco 99 ce sont des chercheurs parisiens qui produisent sur le milieu dont ils sont les plus proches et qui leur offre les plus grandes facilités d'accès : la périphérie parisienne. Pour finir, on note que dans la demande de renouvellement du groupement de recherche pour les années 1990-1994 (déposée le 30 juin 1989), le GDR 99 n'a pas élargi la liste des équipes participantes, alors que la représentation de la province reste assez faible<sup>32</sup>...
- 41 Les méthodes de recherche ne sont pas les seules à s'opposer et à ne pas se rejoindre. Visiblement, des dissensions se font jour assez vite entre historiens et géographes sur la façon de mettre en œuvre de nouveaux projets et d'élargir le réseau à d'autres participants que les chercheurs. Là encore, l'ambiguïté de départ sur la véritable vocation du Greco est source de bien des incompréhensions : « Nanterre avait l'habitude de travailler sur des appels d'offres, des contrats. Le labo savait comment brasser des moyens financiers, ce que les historiens ne savent pas faire du tout. C'était un atout, mais davantage celui d'un laboratoire de recherche que d'un Greco, alors nous nous sentions un peu écartés. »<sup>33</sup>
- 42 De même, la collaboration de plus en plus étroite avec la mission Banlieues 89 – jusqu'à l'organisation d'un colloque en commun –, collaboration qui avait pourtant vu le jour du temps du groupe Banlieue, paraît gêner les chercheurs sans que la question ne donne lieu à débats : « Il n'est pas sûr qu'une liaison systématique doive être effectuée entre le monde de praticiens qu'est Banlieues 89 et un GDR. Burgel avait passé des « accords » avec Banlieues 89 sans que cela fasse l'objet d'une discussion entre les participants du Greco. Que Banlieues 89 soit partie prenante du réseau oui, mais que l'alliance se fasse à tous les plans jusqu'à organiser un colloque en commun, cela me semble tendancieux. »<sup>34</sup>
- 43 La tenue d'un colloque « Acteurs et chercheurs dans la ville » organisé en commun par le Greco 99 et la mission Banlieues 89 (sous le patronage de la Délégation interministérielle à la Ville et le concours du Plan urbain) marque le « chant du cygne » du réseau créé quatre années auparavant. Sévèrement décrié par les participants originels du Greco 99, qui reconnaissent suivre les initiatives du réseau de loin en loin une fois leurs propres travaux achevés (« J'ai surtout suivi le guide dont je me suis retrouvée la responsable. Ensuite, j'ai suivi de près la journée sur les lotissements puisque ma thèse porte sur la question des lotissements en région parisienne. Les autres colloques, je les ai suivis en tant que communiquant, ou auditeur sans prise de décision. »<sup>35</sup>) ou plus du tout (« Les derniers colloques, je n'y allais plus. Par principe. »<sup>36</sup>), ce colloque met à jour les dissensions qui se sont opérées entre les représentants des différentes disciplines.
- 44 « Au printemps 1989, j'avais convoqué les membres du réseau pour discuter de l'avenir du Greco. C'est là que j'ai constaté, non pas les difficultés de l'interdisciplinarité, mais la variété des discours selon les disciplines. Historiens et ethnologues manifestaient une espèce de repli, prônaient la contemplation : « Tout ce qu'on fait est un peu tape-à-l'œil, laissons le politique et la société civile se débrouiller avec leurs problèmes. C'est en retournant à nos chères études que nous rendrons le plus de services à la société, et non pas en se vendant sur la place publique et en disant : regardez ce qu'on sait faire... » C'était un discours de sciences fondamentalistes, dont les travaux sur la culture en banlieue témoignent ; s'ils sont très intéressants, ils apparaissent néanmoins en décalage

avec les demandes de la société civile, les attentes des responsables politiques. Moi, en tant que géographe, directeur et arbitre, j'ai dit : « Nous sommes en présence de deux discours qui s'opposent : le premier qui prône le retour du fondamental, le second qui se tourne vers le concret, la demande civile, les attentes des responsables politiques. En tant que responsable du Greco, je ne sais quelle voie choisir, mais ce problème étant central, organisons un colloque sur le thème acteurs et chercheurs dans la ville : quel est le rôle de chacun ? Cette proposition a été acceptée. »<sup>37</sup>

- 45 Introduit par Roland Castro, responsable de la mission Banlieue 89, conclu par Jacques Lautman, responsable du département SHS du CNRS, ce colloque du 18 octobre 1989 sera le dernier organisé par le Greco 99.
- 46 Le déroulement du colloque traduit bien les difficultés à conjuguer la diversité des approches apparues à l'occasion de sa préparation. Au-delà de l'interdisciplinarité, c'est cette fois la possibilité même du dialogue entre chercheurs et praticiens qui pose problème. « Il est toujours difficile de faire communiquer ensemble et de façon cohérente des gens qui n'ont ni le même calendrier, ni le même langage, ni les mêmes priorités. Je ne pense pas que ce soit propre au Greco Banlieues : c'est toujours difficile. Mais le colloque a mis au jour d'incontestables tensions ouvertes et un fossé réel entre une sociologue de terrain qui raconte son expérience et un sociologue qui tente de formaliser les choses. Il est faux de croire qu'il suffit de mettre ces gens côte à côte pour qu'il en sorte quelque chose d'intéressant. »<sup>38</sup> Les incompréhensions mises au jour lors du colloque seront explicitement reprochées au Greco, par Jacques Lautman dont l'allocution titrée « Tristesse et encouragement » débute ainsi : « J'ai entendu une partie des débats, j'avais parcouru une partie des communications, et je ne vous cacherais pas d'abord mon embarras : bien que les trois questions qui devaient scander notre progression, à mon sens, soient parfaitement pertinentes, je ne peux m'empêcher de dire que, tant les témoignages que j'ai lus, tant les débats que j'ai entendus m'ont semblé toujours pertinents, mais sensiblement moins clairs et surtout moins focalisés. [...] J'étais dernièrement [...] avec des économistes et des sociologues s'entretenant de recherches communes avec les syndicats en matière d'études des conditions de travail. Or, pour prendre ce dernier exemple, je me permets de vous dire que le niveau d'intercompréhension ou de précision dans les sujets abordés m'a semblé nettement mieux achevé, plus accompli chez les économistes et les sociologues du travail parlant avec des syndicalistes et les directeurs de personnel d'entreprises que je crois l'avoir perçu aujourd'hui. »<sup>39</sup>
- 47 Pour la énième et ultime fois, on retrouve la question de la vocation impartie au Greco 99. « M. Lautman, à l'occasion de son intervention au colloque, nous a sévèrement reproché notre manque de scientificité. C'était un reproche difficile à assumer pour des chercheurs en face de praticiens à qui ils proposaient une collaboration sur le thème urbain. Puis, lors de la commission qui devait statuer sur notre renouvellement, on nous a reproché de ne pas être suffisamment disciplinaires. Là, le fait de ne pas avoir choisi entre le réseau et le labo, indépendamment des fautes et des insuffisances personnelles, expliquait que nous étions attaqués de toutes parts. »<sup>40</sup>
- 48 La conséquence directe de ce colloque qui a, en une journée, synthétisé tous les reproches que l'on avait pu adresser au Greco au cours de ces quatre années d'existence, est la décision de son non-renouvellement. « Il y a quasiment eu l'annonce de la suppression du Greco le jour même du grand colloque acteurs-chercheurs introduit par Castro. J'ai un très mauvais souvenir de l'intervention de Jacques Lautman qui a émis un jugement très

négalatif sur l'action du Greco en public. Je pense qu'au regard des pratiques habituelles du CNRS, le Greco choquait par son ouverture dont témoignent les échanges et les publications réalisés. »<sup>41</sup>

- 49 Le 27 mars 1990, une lettre de Jacques Lautman (directeur du département SHS du CNRS), adressée à Guy Burgel et Claude Willard les informe du non-renouvellement du GDR99 <sup>42</sup> : « Vous m'avez fait parvenir, en vue de son examen par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique, un dossier de renouvellement de groupement de recherche. Au terme de la session, je suis au regret de vous informer qu'il ne m'est pas possible de donner une suite favorable à votre demande. »
- 50 Selon les positionnements des membres du Greco, la nouvelle est accueillie avec soulagement – « Nous étions un certain nombre à penser que nous n'étions plus capables d'enrayer la routine créée, que la seule façon de s'en sortir était la suppression du réseau, puisqu'il s'était vidé de tout contenu. »<sup>43</sup> –, ou dans l'incompréhension : « J'avais assisté à la préparation du colloque sur la jeunesse en banlieue. À l'époque, il était clair qu'il y avait un certain nombre de tensions internes de fonctionnement : d'ailleurs le colloque ne s'est jamais tenu, le Greco ayant été supprimé peu de temps après. Est-ce que les dysfonctionnements internes apparus progressivement en sont la cause ? Comment ces dysfonctionnements seraient-ils arrivés aux oreilles des commissions ? Je n'en sais rien. Quoi qu'il en soit, je trouve que c'est un organisme qui n'a pas démerité, il ne s'était pas montré spécialement inactif. Peut-être son champ était-il un peu étroit ? Peut-être y avait-il d'autres projets sur la ville qui apparaissaient ? »<sup>44</sup>
- 51 Le rapport rendu par la géographe mandatée à la commission d'automne 1989 sur le renouvellement du GDR 99 met noir sur blanc les reproches adressés à l'unité de recherche coordonnée. D'une part, le contenu des publications émises pendant les quatre années d'existence du GDR banlieues et changements urbains est sévèrement critiqué : « Le contenu de ces publications est très orienté vers les monographies locales, les études de cas en banlieue parisienne, les thématiques descriptives (formes, lotissements...). Cette tendance monographique culmine avec la publication d'atlas communaux (Argenteuil, Bezons, Houilles, Sartrouville) très analytiques qui ne tiennent pas compte de la conception cartographique contemporaine. »<sup>45</sup> D'autre part, les conditions de réalisation du nouveau programme du GDR 99 pour les années 1990-1994 sont interrogées : « Le GDR, qui a lui-même senti le besoin de corriger cette parcellisation de la recherche et de son programme un peu succinct, fait état d'un désir de « globalité des problèmes ». Malheureusement, les moyens d'y parvenir semblent flous. Il est question d'élargir les relations Paris-province et Paris-Europe en améliorant le secrétariat et en axant le prochain colloque sur « les acteurs et les chercheurs dans la ville » (ce qui relève plutôt des sciences politiques). Mais on ne voit pas se dégager d'idées directrices, d'hypothèses de travail, de théorie des banlieues. Quant au paragraphe concernant le développement des méthodologies, on y confond méthodes et techniques [...]. Il semble qu'au lieu d'un élargissement, un recentrage sur quelques problèmes précis, ou sur quelques approches conceptuelles des franges urbaines, soit souhaitable. »
- 52 La décision de non-renouvellement du GDR 99 n'est pas directement expliquée par la commission scientifique 49. On trouve des éléments de réponse dans une lettre du rapporteur, adressée à Jacques Lautman, suite à un échange épistolaire assez vif entre le rapporteur et Guy Burgel : « Lors de l'examen du dossier, j'ai pris soin de faire circuler les publications du GDR 99 parmi les membres de la section 49. Sans entrer dans les critiques de détail, ces publications ont paru mettre en valeur une « thématique » beaucoup plus

qu'une « problématique ». Or la conception de la recherche qui a été privilégiée est celle de l'énoncé d'une question ou d'une hypothèse, puis la mise en œuvre de méthodes et de techniques pour y répondre ; ceci n'apparaît pas dans le dossier. »

- 53 En dépit de son non-renouvellement, le bilan de la production scientifique et des activités du Greco 99 ne manque pourtant ni d'intérêt, ni d'ampleur. Pour dresser ce bilan, nous nous appuyons sur le rapport d'activité 1986-1989 du Greco 99, rédigé en juin 1989 et remis à la commission scientifique du CNRS en vue du renouvellement de l'unité de recherche (session de l'automne 1989) ; nous nous référons également aux publications parues dans *Villes en parallèle* qui rendent compte des journées d'études et colloques tenus dans le cadre de l'activité du Greco 99.

La formule des colloques annuels, inaugurée dès 1985, alors que le Greco banlieues et changements urbains était encore en gestation, avait pour objectif de susciter – autour d'un thème annoncé à l'avance – communications, rapports de synthèse et débats. Elle a illustré la volonté de regrouper des chercheurs qui travaillent depuis longtemps sur des thèmes proches selon diverses approches disciplinaires, sans avoir eu l'occasion de confronter leurs méthodes et leurs résultats.

En 1985, une journée « Emploi et résidence » a réuni historiens, géographes, sociologues et architectes sur les évolutions et les différenciations sociales de la banlieue, les différents types de relations entre domicile et travail et sur les stratégies d'entreprises, les mutations technologiques et les politiques urbaines envisagées depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Publiés conjointement avec le laboratoire de géographie urbaine de l'université de Paris X dans la série *Villes en parallèles*<sup>46</sup>, les actes du colloque constituent « la marque fondatrice du groupe » : « Au-delà des aspects monographiques, on a cherché à casser les périodisations arbitraires, en restant au plus près des processus du changement social et spatial sur la longue durée, afin de déterminer en quoi les crises actuelles des activités (déindustrialisation, tertiarisation), des sociabilités (ruptures des réseaux localisés), voire des moralités (délinquance, marginalité, rejet raciste) étaient nouvelles, ou reprenaient des cheminements anciens. »<sup>47</sup>

En 1986, une journée autour du thème « Culture et banlieue » a rassemblé une centaine de chercheurs, de praticiens, d'élus et d'animateurs socioculturels. Les communications s'ordonnaient autour de deux pôles : – les acteurs culturels dans les fêtes et les spectacles en banlieue ; – les représentations de la banlieue dans les arts, l'histoire et la littérature. Les actes de ce colloque ont également été publiés<sup>48</sup>, montrant clairement que « la banlieue d'hier et d'aujourd'hui a toujours donné naissance à des formes de représentations et d'expressions spécifiques, en dépit de l'uniformisation actuelle des genres de vie. »<sup>49</sup>

En 1987, le thème de la journée d'études était consacré aux lotissements<sup>50</sup>. Réunissant des contributions classiques sur les extensions pavillonnaires de l'entre-deux-guerres et des « nouveaux villages » de la grande périphérie parisienne actuelle, ou des apports plus inattendus sur la croissance spontanée des villes méditerranéennes, ou la « bidonvilisation » des agglomérations africaines, la rencontre a permis de dégager qu'au-delà de ses aspects négatifs (dessin urbanistique, morphologie architecturale, contenu sociodémographique), le lotissement pouvait aussi receler une urbanité en plus. « C'est moins lui qui morcelle la ville que l'incapacité des sociétés urbaines contemporaines à se penser et à vivre dans une continuité des territoires et des échelles. Le lotissement n'est pas une sous-ville, mais des réponses possibles de la cité aux sollicitations de l'économie et de la société. »<sup>51</sup>

En 1988, le colloque annuel a pour thème « La formation des populations de banlieue », occasion de revenir sur les périodisations dans l'histoire démographique de la banlieue, l'étude des mobilités et des mouvements migratoires, les rapports entre intégration sociale et intégration spatiale, ainsi que les problèmes de perspectives de développement des recherches sur ces thèmes<sup>52</sup>.

En 1989, le colloque du GDR 99 élargit sa problématique en posant la question des « Acteurs et chercheurs dans la ville »<sup>53</sup> en association avec la Délégation interministérielle à la Ville et au Développement social urbain, Banlieues 89 : « Faire un bilan sur la légitimité de notre action : au-delà de la production de travaux scientifiques, comment répondons-nous à la demande des collectivités locales, qui était clairement un des objectifs affichés par la direction du CNRS ? Sectorisation des savoirs et globalité des problèmes, expérimentation et politique urbaine, éthique et recherche, se partageront les débats dans un effort conjoint de valorisation et d'évaluation. »<sup>54</sup>

54 Les travaux dirigés par le Greco 99 ont donné lieu à la publication d'études originales et à la mise au point d'outils méthodologiques. Concernant les études originales, on recense le développement d'analyses comparatives des périphéries urbaines en région parisienne. Avec l'aide du Plan urbain du ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, les équipes de Jean-Paul Brunet (histoire contemporaine, université d'Orléans, puis Paris VIII) et de Guy Burgel (laboratoire de géographie urbaine, Paris X) ont élaboré un programme sur « Les significations du local dans les périphéries urbaines en région parisienne ». L'objet de cette étude est de mieux décrire l'interpénétration des dynamismes économiques et sociaux, en dépassant les limites parfois arbitraires des circonscriptions administratives, pour cerner les processus d'élaboration des tissus urbains. Trois espaces de référence ont été choisis, répondant à la nécessité de s'appuyer sur l'expérience des équipes déjà engagées sur le terrain, mais aussi à la volonté de procéder à l'analyse de l'espace de l'agglomération parisienne, en y prélevant des échantillons représentatifs de son organisation et de sa diversité :

- région de la plaine Saint-Denis pour les premières banlieues industrielles et ouvrières (équipe sous la direction de Jean-Paul Brunet) ;
  - zone d'Argenteuil pour la seconde couronne de banlieues (Laboratoire de géographie urbaine, Paris X) ;
  - saint-Quentin-en-Yvelines, ville nouvelle, pour les espaces d'urbanisation périphérique récente et volontaire (Laboratoire de géographie urbaine, Paris X).
- Deux séries d'atlas sociodémographiques ont été publiées en 1987 sur Saint-Quentin-en-Yvelines (atlas couleur de 32 planches) et sur la zone d'Argenteuil (4 atlas en cartographie automatique).

55 À Saint-Quentin-en-Yvelines, le travail cartographique a été à l'origine d'une vaste enquête par questionnaire portant sur un échantillon de 600 ménages représentatifs (1985-1989). Soutenue par le Piren et le Groupe central des villes nouvelles, l'étude a permis d'analyser de façon fine les processus de ségrégation sociale et de pratiques des espaces chez des populations de fixation récente.

56 Enfin, un programme d'histoire de la banlieue parisienne du Centre d'histoire contemporaine de l'université de Paris X, mené par Philippe Vigier et Alain Faure, a été classé comme axe privilégié par la direction de la recherche du ministère de l'Éducation nationale. Après avoir concentré ses travaux sur les migrations dans et hors région parisienne et sur des monographies consacrées à l'Ouest parisien, l'équipe a élargi ses thèmes de recherche, en dirigeant ses études sur trois axes :

- esquisse d'une typologie des communes de la banlieue Ouest de Paris, à partir de la formation différentielle des populations d'Asnières, Puteaux, Argenteuil ;
- étude de nouveaux espaces résidentiels (pavillonnaires, lotissements) ;
- histoire du développement des transports en commun.

57 Deux journées de communication à Royaumont au Printemps 1989 ont marqué les avancées de ces travaux.

La mise au point d'outils méthodologiques s'est concrétisée par :

1. La publication du guide de la recherche sur la banlieue parisienne, *Un siècle de banlieue parisienne (1859-1964)*, en 1988, aux éditions L'Harmattan, couronne les efforts d'une douzaine d'historiens, de géographes, et sociologues, dirigée par Annie Fourcaut.

2. La mise à disposition des données rétrospectives locales, statistiques communales, critiquées et homogènes pour chacune des 36 communes des Hauts-de-Seine<sup>55</sup>. À l'automne 1989, il était prévu que cette première collection soit complétée par la série rétrospective 1801-1954. Le fichier test élaboré pour le département des Hauts-de-Seine a été conçu comme un système de documentation et de recherche sur chaque commune, utilisable à plusieurs niveaux : - une lecture rapide à l'usage des collectivités locales, des enseignants et des chercheurs désireux d'obtenir des renseignements précis et ponctuels sur l'évolution démographique, économique, sociale et urbanistiques des communes de la banlieue parisienne, ou de lire d'un seul coup d'œil les tendances de longue durée de cette évolution (1801-1982) ; - une analyse fine et comparative des phénomènes spécifiques permettant d'inspirer des recherches nouvelles.

3. La publication d'une bibliographie localisée des travaux de recherche inédits sur la banlieue parisienne : le groupe Banlieue du GDR 55 « *Travail et travailleurs aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles* » avait souhaité un inventaire des travaux universitaires inédits concernant la banlieue parisienne. Une première version vit le jour sous le titre « Bibliographie localisée des travaux de recherche inédits (diplômes, mémoires, thèses, rapports) sur la banlieue parisienne »<sup>56</sup> ; elle a été complétée par Claude Penetier et Nathalie Viet-Depaule et publiée en juin 1991<sup>57</sup>.

- 58 Les difficultés présidant à la mise en place d'un réseau sont explicitées en ces termes : « La formation d'un réseau d'information et de documentation sur les équipes et les chercheurs travaillant sur les périphéries urbaines constitue le troisième mode d'action du GDR. Il est incontestablement le plus difficile à mettre en œuvre en raison de la faiblesse de notre secrétariat (une secrétaire à temps partiel affectée au GDR depuis l'automne 1987) et des habitudes, malheureusement solidement établies en France, d'autarcie de beaucoup d'institutions ou de chercheurs isolés. Une récente campagne, que nous avons menée pour la communication des rapports scientifiques, afin d'en faire une analyse diffusée à tous, est révélatrice dans les réponses - et les non réponses - de ce véritable goût du secret ou de la crainte d'être copié, cultivés encore à l'envi par nombre d'universitaires français. »<sup>58</sup> Pour remédier à ces difficultés, une lettre d'information du Greco 99, puis du GDR<sup>59</sup> est éditée et diffusée à mille exemplaires. Elle a pour objet de retracer les travaux mis en œuvre dans le cadre du Greco, d'informer et de rendre compte des journées d'études et colloques organisés.
- 59 Ainsi déroulé, le bilan de la production scientifique et des activités du GDR ne manque ni d'ampleur, ni d'ambition. Pourtant, on l'a vu, le GDR ne sera pas renouvelé. Il est intéressant de noter que dans la partie de son rapport d'activité intitulée « Perspectives et axes d'effort », les principaux reproches qui ont pu être adressés au réseau sont repris dans la perspective d'y pallier : développement de la prospective, meilleure articulation du réseau, renforcement des comparaisons Paris-province, intensification des relations internationales, diversification des méthodologies.
- 60 En développant ces principes, le GDR 99 espérait parvenir à remplir la double vocation qui lui avait été impartie, d'une part en favorisant les rapprochements entre équipes françaises et étrangères travaillant sur les périphéries urbaines, d'autre part en inspirant plus directement des recherches fondamentales ou appliquées originales. Le non-renouvellement décidé à l'automne 1989 ne lui aura pas permis de tirer parti des enseignements de ses quatre premières années d'existence.

- 61 Lorsque nous avons entrepris cette recherche sur le Greco banlieues et changements urbains, nous avons été surprise de l'ampleur de sa production. En réalité, nous établissions au départ, sans connaître cette unité de recherche coordonnée, une relation de cause à effet entre une insuffisance de travaux entrepris et la décision de ne pas renouveler ce GDR. Mais la réalité est toujours plus complexe. Nous avons par conséquent tenté de montrer comment le GDR 99 pouvait à la fois être producteur d'une contribution scientifique dense dans le champ urbain, sans parvenir à remplir le rôle qui lui avait été imparti par la direction du CNRS entérinant son institutionnalisation.
- 62 La principale difficulté nous semble liée à cette indétermination originelle du Greco 99 : réseau ou labo ? Ainsi, le Greco 99 n'a jamais réussi, au titre de réseau, à s'appuyer sur des équipes suffisamment variées, capables d'apporter soit le produit de leurs travaux, soit de se réunir en nombre autour d'un thème spécifique au cours d'une journée d'études ou d'un colloque. Parallèlement, il s'est heurté à la complexité de l'enquête approfondie, coûteuse, s'appuyant sur des sources primaires qui fondent l'originalité d'un laboratoire. Réseau, il n'a pas su fédérer au-delà du cercle originel et parisien qui avait participé à sa création ; laboratoire, il lui a été reproché ses difficultés à émettre des projets scientifiques à moyen et long terme, ses oscillations entre la tentation d'unifier une pratique et une méthodologie de recherche, ou de favoriser la pluralité des approches.
- 63 Enfin et surtout, le Greco 99 s'est échoué sur l'écueil de l'interdisciplinarité que tous ses participants reconnaissent comme extrêmement ardu à mettre en œuvre, tant il est complexe de sortir de la juxtaposition pour pratiquer la mise en collaboration.
- 64 À la lecture du rapport d'activité, le réseau du Greco 99, en cette quatrième année d'existence, peut être présenté en trois cercles successifs :
- 65 1. Les équipes et chercheurs participant directement aux activités du GDR (environ cinq cents correspondants individuels et une cinquantaine d'équipes, parisiennes et provinciales). L'exploitation du fichier individuel du GDR confirme les dissymétries originelles de la formation. Les disciplines fondatrices représentent près de deux tiers des correspondants (23 % d'historiens, 15 % de géographes, 12 % de sociologues et architectes, 12 % pour les praticiens de l'administration, les archivistes, les documentalistes municipaux et les différents acteurs culturels). Économistes, politologues, juristes et ingénieurs sont à l'inverse très sous-représentés. La répartition géographique des correspondants témoigne autant de l'implantation des équipes que de leur champ de recherche : plus de 80 % résident en région parisienne, moins d'un cinquième en province, avec des effectifs absolus un peu plus importants dans certaines villes universitaires privilégiées (Bordeaux, Lyon, Lille, Toulouse, Nancy) et une dizaine de correspondants seulement à l'étranger, dont la majorité en Europe. Les principaux thèmes de recherche apparaissent assez également répartis entre les trois champs structurant les activités du GDR : les processus de formation et de différenciation des banlieues rassemblent environ 29 % des chercheurs (historiens en majorité), les logiques d'organisation économique, démographique et spatiale des périphéries urbaines regroupent 34 % des chercheurs (prédominance des géographes), les politiques institutionnelles et les acteurs de la vie urbaine en rassemblent 37 %.
- 66 2. Les relais d'information et de valorisation. Des études ont été réalisées à la demande d'organismes extérieurs. Une coopération multiple a été conduite à l'initiative de la Semarg (société d'économie mixte de l'ouest parisien : Argenteuil, Bezons, Houilles et Sartrouville) : elle concentre des travaux de recherche de tous cycles (maîtrises, DEA,

thèses), l'intervention de professionnels des collectivités locales dans la formation des aménageurs (maîtrise, DESS, Aménagement et développement local de Paris X), et des séminaires de réflexion pour les élus et les responsables territoriaux. De ces échanges est née l'édition d'atlas communaux, retraçant vingt ans d'évolution sociale, publiés avec l'aide du GDR. Aux demandes successives du ministère de l'Environnement, du secrétariat permanent du Groupe central des villes nouvelles, du Plan urbain et du CNRS (délégation de l'Île-de-France et Piren), des études sont orientées depuis plusieurs années sur la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, donnant lieu à des publications éditées sous le label du GDR 99. Les séminaires de recherche du Plan urbain<sup>60</sup> ont été ouverts aux chercheurs du Greco. Le colloque tenu en 1987 par le Greco banlieues et changements urbains sur les lotissements a été organisé par l'un des responsables du séminaire urbain sur le même thème<sup>61</sup>. Des activités de conseils et de services ont été développées auprès de missions ministérielles<sup>62</sup>, ou d'associations d'élus locaux<sup>63</sup>. Le GDR associe également des représentants de la Direction régionale de l'Équipement de l'Île-de-France à l'orientation de ses programmes de recherche. Une liaison étroite a été établie avec le Groupe permanent des professionnels de l'urbanisme. La collaboration menée avec l'Observatoire économique de l'Insee a abouti à la publication conjointe des données rétrospectives locales.

- 67 3. Les relations internationales. Des missions à l'étranger ont été réalisées par les membres du GDR (Claude Willard en Chine, Galia et Guy Burgel en Grèce, Guy Burgel au Japon, en Chine, en Algérie, en Tunisie et dans le nord-est des États-Unis). Des chercheurs étrangers travaillant sur l'espace urbain sont venus présenter leurs travaux au GDR. Au printemps 1989, l'établissement d'un programme bilatéral (accord entre le CNRS et le Centre national de recherches sociales de Grèce) portant notamment sur la cartographie des extensions urbaines périphériques (télé-détection et cartographie urbaine) a été signé. D'autres projets sont en cours de négociation (université libre de Bruxelles pour l'établissement d'atlas européens comparatifs de grandes villes...).

---

## NOTES

1. Greco : Groupement de recherche coordonnée.

2. Cet article est la synthèse d'un rapport commandé à l'auteur par le PIR-Villes (CNRS) intitulé « Études sur le Greco banlieues et changements urbains » (1986-1989), janvier 1994.

3. *Villes en parallèle* consacre aux travaux et communications du Greco banlieues et changements urbains ses numéros 10-11 (« Les crises de la banlieue aux xix<sup>e</sup> et xx<sup>e</sup> siècles – Emploi et résidence », juin-octobre 1986), son numéro 14 (« La ville fragmentée, le lotissement d'hier et d'aujourd'hui », juin 1989), les numéros 15-16 (« Peuplements en banlieue », juin 1990) et 17-18 (« Acteurs et chercheurs dans la ville », avril 1991).

4. Il existe deux rapports d'activité concernant le Greco 99 : le premier, publié en 1987, couvre les années 1986-1987 ; le second établissant un bilan de l'ensemble des activités

menées par le Greco entre 1986 et 1989, est publié en juin 1989 et soumis à la commission du Comité national, en vue de son renouvellement.

5. Janvier 1987, lettre programmatique ; mars 1990, lettre de suppression.

6. Lettre d'avril 1988, intitulée « Deux ans déjà : de la jeunesse à la maturité ».

7. Jean-Paul Brunet (historien), Guy Burgel (géographe), Marie-Geneviève Dezès (sociologue), Alain Faure (historien), Annie Fourcaut (historienne), Jean-Pierre Frey (sociologue, urbaniste), Michel Herrou (sociologue, Banlieues 89), Claude Pannetier (historien), Catherine Rhein (géographe), Nathalie Viet-Depaule (sociologue), Claude Willard (historien).

8. Demande de création du Greco banlieues et changements urbains par les professeurs Guy Burgel et Claude Willard, automne 1985.

9. Témoignage d'Annie Fourcaut, historienne (ENS Fontenay, centre Malher), 13/10/1993.

10. Dirigé par Annie Fourcaut, avec les participations pour le groupe Banlieue de Claude Pannetier (historien, centre Malher), Suzanna Magri (CSU), Nathalie Viet-Depaule (sociologue), Claudine Fontanon (historienne), Catherine Rhein (géographe).

11. Catherine Rhein, géographe (CNRS), 12 octobre 1993.

12. Marie-Geneviève Dezès, sociologue (CNRS), 16 octobre 1993.

13. Claude Pannetier, historien (Centre Malher), 18 octobre 1993.

14. Michel Herrou assiste dès 1984 aux réunions du groupe Banlieue au nom de la mission Banlieues 89, dirigée par Roland Castro et Michel Cantal-Dupart, qui a pour objet de « *faire participer les banlieues à la civilisation urbaine* ».

15. Marie-Geneviève Dezès, sociologue (CNRS), 16 octobre 1993.

16. Guy Burgel, géographe (Paris X), 12 octobre 1993.

17. *Ibid.*

18. Catherine Rhein, géographe (CNRS), 12 octobre 1993.

19. Nathalie Viet-Depaule, sociologue (CNRS), 18 octobre 1993.

20. Claude Willard, historien (Paris VIII), 13 octobre 1993.

21. Marie-Geneviève Dezès, sociologue (CNRS), 16 octobre 1993.

22. *Ibid.*

23. Claude Pannetier, historien (Centre Malher), 18 octobre 1993.

24. Jean-Pierre Frey, sociologue urbaniste (Institut d'urbanisme de Paris-La Défense), 14 octobre 1993.

25. Annie Fourcaut, historienne (ENS Fontenay, centre Malher), 13 octobre 1993.
26. Nathalie Viet-Depaule, sociologue (CNRS), 18 octobre 1993.
27. Claude Pannetier, historien (Centre Malher), 18 octobre 1993.
28. Jean-Paul Brunet, historien (Paris VIII), 25 octobre 1993.
29. Catherine Rhein, géographe (CNRS), 12 octobre 1993.
30. Alain Faure, historien (Paris X), 22 octobre 1993.
31. Guy Burgel, géographe (Paris X), 12 octobre 1993.
32. Cesurb, CNRS/université de Bordeaux III, UA 907 ; Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise et CNRS/université Lyon II, UA 223 ; École d'architecture et Lersco, CNRS/université de Nantes, UA 889 ; Cieu, CNRS/université de Toulouse II, UA 1146.
33. Claude Pannetier, historien (Centre Malher), 18 octobre 1993.
34. Nathalie Viet-Depaule, sociologue (CNRS), 18 octobre 1993.
35. Annie Fourcaut, historienne (ENS Fontenay, Centre Malher), 13 octobre 1993.
36. Catherine Rhein, géographe (CNRS), 12 octobre 1993.
37. Guy Burgel, géographe (Paris X), 12 octobre 1993.
38. Annie Fourcaut, historienne (centre Malher), 13 octobre 1993.
39. Jacques Lautman, *Villes en parallèle*, n° 17-18, avril 1991, « Tristesse et encouragement », Actes du colloque « Acteurs et chercheurs dans la ville ».
40. Guy Burgel, géographe (Paris X), 12 octobre 1993.
41. Michel Herrou (Banlieues 89), 15 octobre 1993.
42. L'avis de suppression d'unité est émis le 8 mars 1990, mais le Greco banlieues et changements urbains a été supprimé dès le 1er janvier 1990.
43. Marie-Geneviève Dezès, sociologue (CNRS), 16 octobre 1996.
44. Annie Fourcaut, historienne (ENS Fontenay, centre Malher), 13 octobre 1993.
45. Le même rapporteur avait déjà rendu en mars 1988 à la section 49 un rapport émettant un certain nombre de critiques méthodologiques sur la production du GDR 99 : « Pour abondante qu'elle soit cette production n'est pas également originale. La cartographie monographique est de mauvaise qualité graphique, malcommode à consulter ; elle ignore

toute approche multi variée, qui permettrait de combiner des observations au lieu de les énumérer et elle ne se préoccupe pas des Sig (ou Gis) qui faciliteraient des mises en relation spatiales. Une réflexion méthodologique semble souhaitable [...] ».

46.« Les crises de la banlieue aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles – Emploi et résidence », *Villes en parallèle*, n° 10-11, juin-octobre 1986, 269 p.

47.Rapport d'activité 1986-1989, juin 1989, GDR 99, *Banlieues et Changements urbains*, responsables : Guy Burgel, Claude Willard, université de Paris X, p. 6.

48.*La banlieue en fête, de la marginalité urbaine à l'identité urbaine*, Presses universitaires de Vincennes, 288 p.

49.Rapport d'activité, *op. cit.*, p. 6.

50.« La ville fragmentée, le lotissement d'hier et d'aujourd'hui », *Villes en parallèle*, n° 14, juin 1989, 264 p.

51.Rapport d'activité, *op. cit.*, p. 7.

52.« Peuplements en banlieue », *Villes en parallèle*, n° 15-16 juin 1990, 339 p.

53.« Acteurs et chercheurs dans la ville », *Villes en parallèle*, n° 17-18 avril 1991.

54.Rapport d'activité, *op. cit.*, p. 7.

55.Claude Penetier, Nathalie Viet-Depaule, « Bibliographie localisée des travaux de recherche inédits sur la banlieue parisienne », *Villes en parallèle*, document n° 1, juin 1991, 124 p.

56.Rapport d'activité, *op. cit.*, p. 11.

57.N° 1, janvier 1987 ; n° 2, avril 1988.

58.Les données rétrospectives locales sont diffusées par l'Insee pour la série 1946-1982 sous forme de brochures communales.

59.Janvier 1984, brochure de 20 pages, 230 références sur 94 communes.

60.Séminaires animés par Jean-Pierre Gaudin sur les professions d'expertise en urbanisme, par Isabelle Billard sur les phénomènes culturels de l'habitat en banlieue.

61.Jean-Pierre Frey.

62.Banlieues 89.

63.Union des maires de l'agglomération parisienne, Association des maires de villes de banlieue des grandes villes de province.

---

## INDEX

**Mots-clés** : ville, Greco, banlieues, changements urbains, GDR, GDR99, banlieue

## AUTEUR

### VIRGINIE LINHART

Virginie Linhart est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, docteur en sociologie politique de l'IEP, réalisatrice de documentaires politiques, historiques et sociologiques, auteur de deux ouvrages (*Volontaires pour l'usine. Vies d'établis, 1967-1977*, Seuil ; *Enquête aux prud'hommes*, Stock), chargée de TD en AES à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, et chargée d'enseignement vacataire à l'IEP dans le cadre d'un projet collectif de réalisation d'un documentaire.